

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPALE

Sous de bons auspices !

Prévue pour le 18 octobre, la campagne de vaccination antigrippale a finalement été lancée avec un jour de retard. Selon le ministère de la Santé, ce retard est lié «à un manque de camions-frigos», sans lesquels la chaîne de froid ne serait pas respectée.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Sinon «la campagne est très bien lancée et s'annonce sous de bons auspices. Le vaccin est disponible sur l'ensemble du territoire national, aussi bien à Alger qu'à Tamanrasset», nous affirme-t-on auprès du ministère. On est rassurant. «La quantité globale mise à disposition pour l'année en cours est de 1 200 000 vaccins, dont 300 000 sont conditionnés ici en Algérie», affirme-t-on.

Le vaccin antigrippal sera, cette année, conditionné en Algérie par l'Institut Pasteur d'Algérie et sera donc moins cher que les précédentes années.

Le vaccin est cédé à 472 DA contre 474 DA l'année dernière. «Son prix baissera de 30 % dès que la répartition série entrera en phase de production», rapporte notre source.

Autre motif de satisfaction : le vaccin est remboursé pour les personnes

âgées de 65 ans et plus, ainsi que pour les malades (enfants et adultes) atteints de pathologies chroniques (cardiaques, diabétiques, asthmatiques). Le dispositif mis en place depuis deux années pour lutter contre l'infection grippale, le groupe régional d'observation de la grippe (Grog), a fait ses preuves.

Ce réseau de surveillance a élargi son champ d'action pour la présente saison grippale qui s'étale du 10 octobre au 31 mars 2009 à deux autres wilayas qui sont Oran et Constantine avec, en renfort, 120 médecins sentinelles.

Il couvre six wilayas du centre du pays, à savoir Alger, Blida Boumerdès, Tipasa, Tizi-Ouzou et Médéa.

Ce dispositif a été installé le 20 octobre, à Constantine, a-t-on appris auprès du ministère de la Santé, et sera installé le 27 octobre prochain dans la ville d'Oran.

Chapeauté par l'Institut



Photo : DR

national de santé publique (INSP) et l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), avec le soutien de Sanofi Pasteur, la division vaccin de Sanofi Aventis, le Grog compte 200 médecins volontaires des secteurs publics et privés.

La vaccination antigrippale réduirait considérablement les dépenses de santé publique, dont les coûts en hospitalisation et médicaments s'avèrent très élevés. A cela, s'ajoute le

ralentissement de l'activité, et par ricochet, celle de la productivité.

Le bilan du Grog pour la saison 2007/2008 a révélé que la période grippale intense en Algérie a été enregistrée entre les mois de janvier et février 2008. On a enregistré près de 2 millions de cas.

Ce qui suppose que la période de vaccination antigrippale pourrait se prolonger jusqu'au mois de janvier 2009.

Une obligation pour les pèlerins

Chaque année, des millions de pèlerins se déplacent à La Mecque. Un voyage qui coïncide avec la saison grippale. Conformément aux règles établies par le gouvernement saoudien, tous les

pèlerins devront justifier la mise à jour de leur vaccination, et ce avant leur entrée sur le territoire saoudien.

La campagne de vaccination qui a débuté est assurée par le département de Saïd Barkat. Outre la vaccination obligatoire contre le méningocoque, le vaccin antigrippe est vivement recommandé.

L'injection d'une dose de vaccin antigrippal est bénéfique, parce qu'elle induit une réponse immunitaire permettant à l'organisme de développer des anticorps, selon le Laboratoire national de la grippe, à l'Institut Pasteur d'Algérie. Les spécialistes de l'IPA insistent sur l'importance des vaccins antigrippaux.

Ces derniers réduisent efficacement la morbidité liée à la grippe. Ainsi, la vaccination antigrippale constitue la meilleure prévention pour nos pèlerins, qui sont dans leur majorité des personnes âgées, présentant un risque élevé de complications grippales.

W. Z.

MOHAMMED HARBI AU CCF DE CONSTANTINE

«Le chiffre un million et demi de martyrs n'est pas réel»

«Effectivement, le chiffre, un million et demi de martyrs, n'est pas réel, mais quand on aborde le sujet, il faut bien expliquer aux gens le fondement d'une telle révélation. Il s'agit d'un mythe et ce n'est quand même pas sérieux de le discuter de manière si simple. Dans ce cas, on cherche plutôt à nourrir la polémique politique que de faire comprendre aux gens les vrais problèmes.»

Voici la réponse donnée par l'historien Mohammed Harbi, en marge de son intervention, mardi dernier, au centre culturel français de Constantine, sur le rapport entre la mémoire et l'histoire, à propos des déclarations faites au sein du Parlement par un député RCD.

L'historien, qui a promis d'aborder prochainement cette question, a néanmoins évoqué, dans sa conférence, les problèmes posés au présent, en se basant uniquement sur la mémoire dans l'écriture de l'Histoire.

La définition de ces deux concepts, utilisés à tort de manière interchangeable, était, en effet, le point de départ de l'analyse de l'historien qui précise que la mémoire présuppose l'oubli et que le chercheur, dans

ce domaine des sciences sociales, doit impérativement croiser les témoignages, puiser dans le maximum de sources, ne négliger aucune donnée et, surtout, placer les événements dans leur contexte. Autrement dit, exploiter les instruments de vérification propres à la science pour bien se servir de la mémoire de ces témoins. Des outils qui peuvent éventuellement conduire le chercheur à une autre conclusion.

Dans le même sillage, il étiara ses propos par le fait que le sentiment national en Algérie, société patriarcale par excellence, ne s'est pas cristallisé dans les mêmes conditions pour toutes les couches sociales, pour toutes les formations politiques, d'autant plus que les effets des

coups de force, ayant toujours ponctué la chronique algérienne, se font sentir actuellement par tous les Algériens qui, explique-t-il, vivent cet état de faits, tantôt en enfer, tantôt au paradis. Un enfer, dira-t-il, parce que chaque Algérien porte en lui une nation à lui, et un paradis, simplement parce qu'il lui permet d'aspirer à un avenir autre.

«Les querelles d'antan provoquent une bataille d'appropriation du passé, une véritable guerre de mémoire, qui se traduit par des interprétations différentes des événements historiques, par l'occultation de certaines vérités et la déformation pure et simple d'autres par les puissants du moment, qui mettent l'histoire officielle à leur service. Un abus de mémoire qui rend aveugle par rapport au présent, mystifie certaines références et présente le plus souvent des postures de victimes qui ne sont pas de saison, puisque les enfants des victimes d'hier peuvent devenir les bourreaux d'aujourd'hui», expliquera-t-il. Et de citer l'exemple de l'Etat juif, dont les dirigeants trouvent dans

l'holocauste de leurs ancêtres un justificatif pour leurs actions, afin d'illustrer son raisonnement.

Aussi, Mohammed Harbi, qui a mis plusieurs vérités historiques en relief à l'occasion pour réhabiliter des figures diabolisées par l'histoire officielle, récapitulera les conséquences dangereuses de l'usage abusif de la mémoire et son corollaire de refoulement de la vérité dans le ressentiment et la haine. «La complicité de l'Eglise d'Algérie dans la facilitation des déplacements des combattants algériens a été complètement ignorée.

Le fait que les messalistes résidant en France étaient les premiers contribuables à la trésorerie de la Wilaya III (deux millions de francs français) a été également occulté par les dirigeants kabyles qui ont changé de position par rapport à ce mouvement nationaliste.

L'itinéraire du leader de ce mouvement indépendantiste a été également effacé de l'histoire officielle», indiquera-t-il, entre autres exemples.

Lyas Hallas

SIX FEMMES ARRÊTÉES À BOUIRA Elles tentaient de kidnapper des bébés et des enfants

Hier matin, au niveau du centre-ville de la commune d'Ahnif, à 45 km à l'est de Bouira, six femmes, qui se faisaient passer pour des mendiante, ont tenté de kidnapper deux enfants âgés, l'un de 2 ans et l'autre de 14 mois, et de voler des bijoux au niveau des maisons dans lesquelles elles s'introduisaient, avant d'être arrêtées par les citoyens.

Selon le P/APC, Soum Salah, que nous avons joint par téléphone, ces femmes, des nomades natives de Biskra, mais qui venaient de la ville d'Akbou, dans la wilaya de Béjaïa où elles sont établies dans des tentes, ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de voler un bébé à une mère dans sa propre maison.

Trois femmes, qui s'y sont introduites, ont pris le bébé de force en agressant la mère qui essayait de s'interposer. Les cris de cette mère, qui avait le bras cassé, ont alerté les gardes communaux qui n'étaient pas loin.

Une fois informés, les gardes communaux n'ont pas tardé à arrêter les trois voleuses qui venaient d'être rejointes par trois autres femmes, qui avaient avec elles un enfant de 2 ans qu'elles venaient à leur tour d'enlever. Celui-ci a été endormi à l'aide d'un somnifère.

Conduites au siège de la Garde communale, au milieu d'une foule déchaînée, les six femmes ont avoué être venues depuis la ville d'Akbou, à bord d'un taxi qui devait les attendre devant le relais situé sur la RN5, au niveau du carrefour de M'chedallah-gare.

Immédiatement, les jeunes, qui étaient regroupés devant le siège de la Garde communale, sont partis pour le ramener. L'intervention du P/APC a évité le lynchage du taxi ainsi que la destruction de sa voiture, une Renault Espace qui fut conduite vers le siège de l'APC.

Quelques minutes plus tard, les éléments de la Gendarmerie nationale de M'chedallah sont arrivés et ont conduit tout le monde vers la brigade pour interrogatoire.

Une enquête est ouverte sur ce qui pourrait s'avérer un véritable réseau de trafic d'organes. Affaire à suivre.

Y. Y.